



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

2025/27062025/12

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20250627-2706202552-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/07/2025

Publication : 04/07/2025

DÉLIBÉRATIONS



Le 27 juin 2025 à 14h38 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

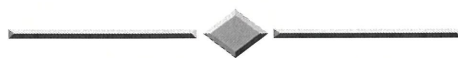
Étaient représentés :

Madame Béatrice BOCHET ayant donné pouvoir à Madame Mireille VACHE-PICAT
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT
Madame Amèle MANSOURI ayant donné pouvoir à Madame Zohra AMIMI
Madame Félicie RENON ayant donné pouvoir à Mme Madame Elisabeth ALAZARD
Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES,

Étaient excusées :

Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Madame Katherine COEUFF,

Date de convocation : 20 juin 2025



DÉLIBÉRATIONS

12 REPRISE EN FONCTIONNEMENT DE L'EXCÉDENT D'INVESTISSEMENT CONSTATÉ AU BUDGET DES RÉSIDENCES AUTONOMIE

MESDAMES, MESSIEURS,

En application des dispositions des articles L.2311-6 et D.2311-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes et leurs établissements publics administratifs, au nombre desquels figurent les Centres Communaux d'Action Sociale, peuvent, sur délibération motivée de l'assemblée délibérante, reprendre leur excédent d'investissement en section de fonctionnement dans trois cas précis.

La première dérogation permet cette reprise pour le produit de la vente d'un bien issu d'un don ou d'un legs. La deuxième dérogation concerne le produit de la vente d'un placement budgétaire.

La troisième dérogation, qui s'applique dans le cas présent au C.C.A.S. de Rouen, autorise cette reprise pour la part de l'excédent d'investissement née d'une dotation complémentaire en réserves (au compte 1068), prévue à l'article R.2311-12 alinéa 2, et constatée au compte administratif au titre de deux exercices consécutifs. Si les conditions sont vérifiées, la reprise se fera pour le montant constaté sur deux exercices de la dotation complémentaire mise en réserve. Par dotation complémentaire en réserves on entend une affectation de résultat supérieure à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement de l'exercice n-1.

En l'occurrence, 511 822,62 € ont été mis en réserve entre les exercices 2008 et 2014 en prévision de la construction d'une nouvelle résidence autonomie et de travaux lourds sur l'une des résidences en gestion par le C.C.A.S. Ces réserves n'ont jamais été reprises car le projet de construction a été abandonné et les travaux de rénovation lourde ont été financés grâce à un emprunt à taux 0 %.

Historique des affectations au compte 1068 du budget des résidences autonomie

Article	Montant	Etape budgétaire
10682	40 000.00	Compte Administratif 2007, séance du 5 mars 2008
10682	82 175.00	Compte Administratif 2011, séance du 19 avril 2012
10682	23 548.00	Compte Administratif 2011, séance du 19 avril 2012
10682	20 322.00	Compte Administratif 2012, séance du 18 avril 2013
10682	37 211.00	Compte Administratif 2012, séance du 18 avril 2013
10682	70 909.00	Compte Administratif 2013, séance du 27 mai 2014
10682	237 657.62	Compte Administratif 2014, séance du 14 avril 2015
TOTAL	511 822.62	

Depuis l'exercice 2014, ce montant a été constaté au compte administratif, jusqu'à celui de l'exercice 2024.

Sans projet d'investissement d'envergure à court ou moyen terme, il est proposé au Conseil d'Administration d'approuver la reprise de cet excédent d'investissement en section de fonctionnement.

Il en résulte pour le budget des résidences autonomie une recette d'ordre de fonctionnement.

La prochaine étape budgétaire intégrera par conséquent les opérations suivantes :

- Recette de fonctionnement : article 7785 - chap.042.....511 822,62 €
- Dépense d'investissement : article 1068 - chap.040.....511 822,62 €

DÉLIBÉRATIONS

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2311-6 et D.2311-14,

VU le Compte Administratif 2024 du budget principal du C.C.A.S. de Rouen,

CONSIDÉRANT le résultat global de clôture de la section d'investissement du budget des résidences autonomie, qui atteint 823 594,88 € au 31 décembre 2024,

CONSIDÉRANT l'opportunité d'affecter cet excédent en section de fonctionnement du budget des résidences autonomie 2025 afin de concourir à son équilibre.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. Approuve la reprise de l'excédent d'investissement constatée sur le budget des résidences autonomie à hauteur de 511 822,62 €, afin de concourir à l'équilibre de la section de fonctionnement du budget 2025,
2. Ouvre les crédits nécessaires pour réaliser cette opération de reprise aux chapitres suivants au budget 2025 :
 - chap. 040, article 10686 pour 511 822,62 €
 - chap. 042, article 777 pour 511 822,62 €
3. Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à effectuer toutes formalités relatives à cette décision.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPPEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.